

ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 193

du 23 MAI 2025

complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié autorisant la société Arkema à poursuivre l'exploitation des installations de la filière Acrylates sur son site sis sur la plateforme de Carling/Saint-Avold et prescrivant des mesures complémentaires de réduction des risques ;

**LE PRÉFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** La directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral cadre eau n° 2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié réglementant les rejets aqueux de l'ensemble des installations exploitées par la société Arkema France sur la plate-forme pétrochimique de Carling / Saint-Avold ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié autorisant la société Arkema à poursuivre l'exploitation des installations de la filière Acrylates sur son site sis sur la plateforme de Carling/Saint-Avold et prescrivant des mesures complémentaires de réduction des risques ;

- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-76 du 21 avril 2022 réglementant les émissions de COV ;
- Vu** l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n° 2022-93 du 11 mai 2022 modifié dit « arrêté-cadre » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 réglementant les parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud ;
- Vu** la demande de modification d'une prescription relative à la vérification du serrage des brides des réacteurs du 14 octobre 2020 ;
- Vu** le dossier de demande de modifications du 31 août 2023 et l'étude de dangers de l'atelier « acide acrylique » d'août 2023 ;
- Vu** les compléments apportés par courriers électroniques des 12 avril 2024, 15 avril 2024, 20 septembre 2024 et 4 mars 2025 ;
- Vu** le rapport du 13 mars 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 11 avril 2025 informant la société Arkema France des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** la réponse formulée par la société Arkema par courrier du 23 avril 2025 ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L.171-8 et à l'article L.122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant les caractéristiques du projet (augmentation de la puissance au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées) qui relève de la rubrique n°1 de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement : « installations classées pour la protection de l'environnement » et la localisation du projet ;

Considérant que les modifications sollicitées par la société Arkema pour mettre en œuvre le projet CARAT ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas d'évaluation environnementale ;

Considérant la nécessité de modifier certaines prescriptions ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Arkema France (numéro SIREN : 319 632 790), dont le siège social est situé, 420 rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705) est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site situé sur le territoire des communes de Saint-Avold et de L'Hôpital.

Article 2 : Soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du Titre II du Livre premier du code de l'environnement, le projet d'augmentation de la puissance installée de 13 960 kW au titre de la rubrique 2921 sur le territoire des communes de Saint-Avoid et de L'Hôpital, présenté par la société Arkema France, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 3 :

Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/N°2022-93 du 11 mai 2022 modifié susvisé sont abrogées et remplacées à compter du démarrage des deux nouvelles unités de purification de l'acide acrylique par les dispositions suivantes :

« Annexe 1 : Liste des installations classées pour la protection de l'environnement (version publique) applicable

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	DC	Groupes froids et Climatiseurs de bâtiments et de bureaux (respectivement 8 317 kg et 541 kg à la date de l'inventaire 2016 soit 8 858 kg)	9 t
1185-2-b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.	D	Bouteilles de gaz HFC227ea	300 kg
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	DC	Acrylates : Évaporateur propylène.	
1434-2	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de	A	Conditionnement nord : - 4 postes de chargement et/ou déchargement de camions citernes - 2 postes de déchargement de wagons citernes Conditionnement sud : - 3 ponts bascule de chargement de camions citernes dont 2 mixtes	

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
	ces liquides soumis à autorisation.		camions/wagons citernes (ponts 1, 2, 3); - 4 postes de chargement et/ou déchargement de camions citernes (postes 5, 6, 7, 8); - 2 postes de déchargement de camions citernes (postes 4, 9); - 3 postes de chargement et/ou déchargement de wagons citernes (voies 4, 5, 6). Atelier SAP : - 1 poste de déchargement d'acide acrylique et de l'iso-heptane.	
1436-1	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t.	A	Acrylates : Ethyl-2 hexanol : 17 t AE2H : 33 t Lourds AE2H : 3,5 t Ateliers ADAME : ADAME (y compris en-cours et lourds) : 101 t Parc stockage sud : AE2H : 2099 t Ethyl-2 hexanol : 1 358 t Parc stockage nord : ADAME (y compris en-cours et lourds) : 1 313 t Pilote Procédés : ADAME (y compris en-cours et lourds) : 5 t	4 930 t
1510-2-c	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) supérieur ou égal à 5000 m³ mais inférieur à 50 000 m³.	DC	IPD SAP : Entrepôt EAK I (magasins 1 et 2) Entrepôt EAK I (magasin 3) Entrepôt EAK I (chapiteau) Entrepôt EAK II Abri palettes	47 884 m³ 2 821, 8 t
1630-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t.	A	Parc de stockage sud : 306 t Atelier SAP : 143 t + 304 t Unité U400 : 0,9 t Station BIQ : 28 t	782 t
2562-1	Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Le volume des bains étant : 1. Supérieur à 500 l.	A	Atelier Acide Acrylique : 500 000 l Pilote et Halle : 1 700 l	501 700 l
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation.	A	Station dite « Station de Traitement Final (STF) » recevant les eaux (y compris pluviales) des Installations Classées des sociétés Arkema France, TotalEnergies Petrochemicals France, Cokes de	

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établis- sement
			Carling, Protelor, TRINSEO, Air Liquide France industrie, SNF SAS, Metex Noovista SAS, Afyren Neoxy (et GAZEL ENERGIE, uniquement en cas de situation exceptionnelle : débordement vers l'ovoïde nord). Station dite « Station Biologique » recevant les eaux des installations classées des sociétés Arkema France, TotalEnergies Petrochemicals France, TRINSEO, SNF SAS SAS, Metex Noovista SAS, Afyren Neoxy	
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.	E	Secteur Acrylates : 1 installation existante de 82 500 kW (3 tours) 1 installation nouvelle de 60 000 kW Secteur ADAME : 1 installation de 24 300 kW Secteur SAP : 1 installation EAK I : 15 640 kW 1 installation EAK II : 9 860 kW	192 300 kW
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	A	Toutes les installations de l'établissement visées par l'article R. 515-58 du code de l'environnement : Atelier SAP : - Chaufferie SAP A/B : 2 x 15 MW (Chaudières alimentées au gaz naturel) Etablissement : - CG 300 A/B/C : 3 x 19,6 MW (Chaudières alimentées au gaz naturel) - Chaudière Lourds Acryliques : 19,5 MW (chaudière alimentée en gaz naturel et/ou en lourds acryliques, combustible liquide autoproduit sur le site)	112,915 MW
3410-b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes.	A	Toutes les installations de l'établissement visées par l'article R.515-58 du code de l'environnement : - Atelier Acide acrylique : 850 t/j - 265 000 t/an - Unité U300 d'ester-acrylique-léger (AE) : 350 t/j - Unité U400 d'ester acrylique lourd (ABU) : 400 t/j - Unité U800 d'ester acrylique lourd (AE2H) : 153 t/j - 50 000 t/an - Ateliers P5 et P6 d'Acrylate de diméthylaminoéthyle (ADAME) : 28 000 t/an et 30 000 t/an - Atelier SAP 150 t/j – 52 500 t/an EAK I 60 t/j	

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
			EAK II 90 t/j	
3710	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du Titre 1 ^{er} du livre V.	A	Toutes les installations de l'établissement visées par l'article R. 515-58 du code de l'environnement.	
4110 SH	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg.	A	Ateliers P5 et P6 : ADAME (y compris en-cours et lourds) : 101 t Parc de stockage nord : ADAME (y compris en-cours et lourds) : 1 313 t Pilote Procédé : ADAME (y compris en-cours et lourds) : 5 t	1 419 t
	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 3. Gaz ou gaz liquéfiés La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 kg.	A	Atelier Acide Acrylique : Acroléine 65 kg Halle catalyse : Acroléine 10 g	65,01 kg
4130-2-a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	A SH	Unité U300 : Acrylate d'éthyle : 280 t Azéotrope AE/EtOH : 5,3 t Lourds Acrylate d'éthyle : 105 t Secteur ADAME : Acrylate d'éthyle : 54 t Diméthylaminoéthanol : 18 t Azéotrope AE/EtOH : 2 t Parc de stockage nord : Diméthylaminoéthanol : 452 t Azéotrope AE/EtOH : 2 169 t Parc de stockage sud : Acrylate d'éthyle : 4 503 t Pilote Procédés : Acrylate d'éthyle : 9 t	7 597,3 t
4150-1	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t.	A SH	Atelier Acide acrylique : Catalyseur oxydation 1er et second étage : 357 t Catalyseur oxydateur catalytique : 18 t Halle Catalyse : Catalyseur : 0,5 t	376 t
4331-1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t.	A SB	Atelier Acide acrylique : Lourds Acide acrylique : 21 t Acide acrylique glacial et technique : 2 305 t Unité U300 : Acétate d'éthyle : 75 t Acrylate d'éthyle : 280 t Azéotrope AE/EtOH : 5,3 t Ethanol : 130 t Lourds Acryliques : 155 t Lourds AE : 105 t Unité U400 : Acrylate de butyle : 390 t Butanol : 120 t	20 957,4 t

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établisse- ment
			<p>Lourds ABU/AE2H : 6,5 t</p> <p>Secteur ADAME : Acrylate d'éthyle : 54 t Azéotrope AE/EtOH : 2 t Catalyseur ADAME : 10 t Diméthylaminoéthanol : 18 t Agent anti-corrosion : 1 t</p> <p>Atelier SAP : Iso-heptane : 273 t</p> <p>Parc de stockage sud : Acide acrylique glacial et technique : 5 283 t Acrylate d'éthyle : 4 503 t Acrylate de butyle : 2 031 t Butanol : 1 273 t Lourds ABU/AE2H : 250 t</p> <p>Parc de stockage nord : Azéotrope AE/EtOH : 2 169 t Diméthylaminoéthanol : 452 t Ethanol : 904 t Catalyseur ADAME : 96 tonnes</p> <p>Conditionnement : Agent anti-corrosion : 3 t</p> <p>Pilote Procédés : Acide acrylique technique : 10 t Acrylate d'éthyle : 9 t</p> <p>Stations de traitement des eaux : Anti-mousse : 3,6 t</p> <p>Hall déchets : Déchets de polymères et boues : 20 t</p>	
4440-1	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t.	A SH	<p>Atelier SAP : Persulfate de potassium : 20 t</p> <p>Atelier Acide acrylique : Nitrate de potassium : 1 015 t</p> <p>Pilote et Halle : Nitrate de potassium : 3,35 t</p>	1 038 t
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t.	A SH	<p>Acrylates : Acide acrylique glacial et technique : 2 305 t Hydroquinone : 126 t Lourds Acide acrylique : 21 t Lourds Acryliques : 155 t Phénotiazine : 124 t</p> <p>Ateliers P5 et P6 : ADAME : 97 t Hypochlorite de soude : 8 t Lourds ADAME : 4 t Phénotiazine : 0,8 t Stabilisant ADAME : 0,6 t</p> <p>Parc de stockage sud : Acide acrylique glacial et technique : 5 283 t Hypochlorite de soude : 1 t</p> <p>Parc de Stockage nord : ADAME : 1 064 t En-cours ADAME : 200 t Lourds ADAME : 49 t</p>	9 904 t

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établis- sement
			<p>Conditionnement/Enfûtage : Agent anti-corrosion : 0,24 t Hypochlorite de soude : 20 t Phénotiazine : 12 t Stabilisant ADAME : 0,2 t</p> <p>Atelier SAP : Acide acrylique dilué à 70% : 40 t Acrylate de sodium : 161 t Agent anti-corrosion : 0,24 t Hypochlorite de soude : 9 t Zeomic : 1 t VFT : 10 t</p> <p>Pilote Procédés : ADAME : 5 t Acide acrylique technique : 10 t</p> <p>Station biologique : Hypochlorite de soude : 50 t Boues biologiques : 100 t</p> <p>Chaudières-utilités : Hypochlorite de soude : 5 t Cendres de chaudière CLA : 22 t</p> <p>Hall déchets : Déchets de polymères et boues : 20 t</p>	
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t.	A SH	<p>Acrylates : Acide acrylique glacial et technique : 2 305 t Lourds Acide acrylique : 21 t Lourds Acryliques : 155 t Bactéricide : 0,05 t Catalyseur atelier Acide acrylique : 357 t Catalyseur oxydateur catalytique : 18 t Mélanges de sauvegarde : 1,5 t Produits traitement d'eau : 0,88 t</p> <p>Ateliers P5 et P6 : Hypochlorite de soude : 8 t Bactéricide : 0,05 t</p> <p>Parc de stockage sud : Acide acrylique glacial et technique : 5 283 t Hypochlorite de soude : 1 t Mélanges de sauvegarde : 18 t</p> <p>Parc de Stockage nord : Mélanges de sauvegarde : 2,9 t</p> <p>Conditionnement/Enfûtage : Hypochlorite de soude : 20 t Bactéricide : 0,5 t Mélanges de sauvegarde : 10 t Produits traitement d'eau : 0,88 t</p> <p>Atelier SAP : Acide acrylique dilué à 70% : 40 t Acrylate de sodium : 161 t Hypochlorite de soude : 9 t Bactéricide : 0,05 t Iso-heptane : 273 t Mélanges de sauvegarde : 0,4 t VFT : 10 tonnes</p> <p>Pilote Procédés : Catalyseur atelier Acide acrylique : 0,5 t</p>	8 782t

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établis- sement
			<p>Acide acrylique technique : 10 t</p> <p>Station biologique : Hypochlorite de soude : 50 t Bactéricide : 0,05 t</p> <p>Station de Traitement Final : Bactéricide : 0,05 t</p> <p>Chaudières-utilités : Hypochlorite de soude : 5 t Bactéricide : 0,05 t</p> <p>Hall déchets : Déchets de polymères et boues : 20 t</p>	
4718-2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.</p>	DC	Cf annexe confidentielle	
4722-1	<p>Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t.</p>	D	Cf annexe confidentielle	
4733-1	<p>Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyl, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone" La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 400 kg.</p>	A SH	Cf annexe confidentielle	
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger</p>	DC	Cf annexe confidentielle	

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établisse- ment
	pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.			
4746-1	Acrylate de méthyle (numéro CAS 96-33-3) (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t.	A SH	Cf annexe confidentielle	

A : autorisation - D : déclaration - DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement - SH : seuil haut - SB : seuil bas

Statut SEVESO de l'établissement

L'établissement relève du statut SEVESO Seuil Haut par dépassement direct pour les rubriques 4110, 4130, 4150, 4440, 4510, 4511, 4733 4746. »

Article 4 :

Les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/N°2022-93 du 11 mai 2022 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 2.1.2 Impacts sur les milieux naturels

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter, réduire, compenser tout impact sur la faune et la flore.

Pour prévenir le risque de destruction d'individus (pontes, têtards, juvéniles ou adulte) pendant la phase de chantier, l'exploitant évite d'effectuer les travaux d'installation pendant la période d'activité du crapaud vert qui s'échelonne du 1er mars au 15 octobre.

Si cette disposition n'est pas réalisable, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction suivantes :

- Les surfaces non planes susceptibles de se remplir d'eau et de former des flaques ou ornières sont nivelées afin de prévenir la colonisation du chantier par les amphibiens pionniers (Crapaud vert, Crapaud calamite...) et leur reproduction sur le site. Si malgré ces mesures la présence d'eau est constatée, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour y remédier au plus vite (pompage, drainage,...) ;
- L'emprise du chantier est protégée par une barrière de protection visant à prévenir la pénétration des amphibiens sur le chantier. Elle est posée sur conseil d'une structure spécialisée en écologie ou d'un expert écologue, et de sorte que les amphibiens et la petite faune puissent quitter le site mais ne puissent plus y retourner ;
- Un suivi écologique est mis en place pendant toute la phase chantier. Il est mené par une structure spécialisée indépendante des entreprises titulaires du marché et permet de vérifier à intervalles réguliers la bonne prise en compte des mesures environnementales définies dans le présent point de l'arrêté, notamment l'efficacité du dispositif de clôtures, l'absence de zone en eau, l'absence d'amphibiens dans

l'emprise chantier. Les rapports de visite de l'écologue sont transmis à l'Inspection des installations classées après chaque passage ; »

Article 5 :

Les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/N°2022-93 du 11 mai 2022 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 7.2.4 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée a minima tous les 5 ans ; la prochaine campagne a lieu en 2024.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de 6 mois après la mise en service des 2 nouvelles unités de purification de l'acide acrylique.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Le rapport de contrôle justifie le choix et la pertinence des points de mesure retenus afin de s'assurer du respect de l'article 7.2.1 et de l'article 7.2.2 du présent arrêté. En particulier, le choix des points de mesure doit permettre une comparaison dans le temps de l'impact sonore des installations.

Les Zones à émergences réglementées (ZER) considérées sont a minima :

- PZ1 : au Sud-Ouest du site à proximité du bâtiment situé au niveau du rond-point Sabatier à Saint-Avold ;
- PZ2 : au Nord-Ouest du site à l'entrée de la route de Haslach à Saint-Avold ;
- PZ3 : au Nord-Est du site, impasse des ponts à L'Hôpital ;
- PZ4 : à l'Ouest à proximité du bâtiment de la direction de TotalEnergies Petrochemicals France à Saint-Avold.
-

Les points en limite de propriété sont a minima :

- PL1 : point au Sud du site au niveau du bâtiment direction Arkema ;
- PL2 : point à l'Ouest du site au niveau du secteur EAU ;
- PL3 : point au Nord du site ;
- PL4 : point au Nord Est du site au niveau de l'atelier SAP ;
- PL5 : point au Nord Ouest du site ;
- PL6 : point au Nord Est du site au niveau de la STF ;
- PL7 : point à l'Est du site au niveau du secteur EAU ;
- PL8 : point au Sud-Est du site au niveau de la station biologique.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »

Article 6 :

Les dispositions du chapitre 3.1 de l'arrêté préfectoral cadre eau n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Chapitre 3.1 Tours aéroréfrigérantes »

Article 3.1.1 Généralités

Les installations de refroidissement mettant en œuvre un procédé de dispersion d'eau dans un flux d'air sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé.

Article 3.1.2 Points de rejet

N°point de rejet	TAR Acrylates 1
Coordonnées du point de rejet (lambert 93)	X : 970 980 et Y : 6 900 348
Nature des effluents	Eaux résiduaires en provenance de la tour aéroréfrigérante de 82 500 kW
Traitement avant rejet	Station de Traitement Final (Physico-chimique)
Milieu récepteur	Masse d'eau « Rosselle 2 » (code SANDRE : A95-0200)

N°point de rejet	TAR Acrylates 2 (CARAT)
Coordonnées du point de rejet (lambert 93)	X : 970 852 et Y : 6 900 380
Nature des effluents	Eaux résiduaires en provenance de la tour aéroréfrigérante de 60 000 kW
Traitement avant rejet	Station de Traitement Final (Physico-chimique)
Milieu récepteur	Masse d'eau « Rosselle 2 » (code SANDRE : A95-0200)

N°point de rejet	TAR ADAME
Coordonnées du point de rejet (lambert 93)	X : 970 752 et Y : 6 900 294
Nature des effluents	Eaux résiduaires en provenance de la tour aéroréfrigérante du secteur ADAME
Traitement avant rejet	Station de Traitement Final (Physico-chimique)
Milieu récepteur	Masse d'eau « Rosselle 2 » (code SANDRE : A95-0200)

N°point de rejet	TAR SAP EAK 1
Coordonnées du point de rejet (lambert 93)	X : 971 787 et Y : 6900 921
Nature des effluents	Eaux résiduaires en provenance de la tour aéroréfrigérante du secteur SAP EAK 1
Traitement avant rejet	Station de Traitement Final (Physico-chimique)
Milieu récepteur	Masse d'eau « Rosselle 2 » (code SANDRE : A95-0200)

N°point de rejet	TAR SAP EAK 2
Coordonnées du point de rejet (lambert 93)	X : 971 659 et Y : 6 900 920
Nature des effluents	Eaux résiduaires en provenance de la tour aéroréfrigérante du secteur SAP EAK 2
Traitement avant rejet	Station de Traitement Final (Physico-chimique)
Milieu récepteur	Masse d'eau « Rosselle 2 » (code SANDRE : A95-0200)

Article 3.1.3 Caractéristiques et auto-surveillance des effluents aqueux

Au niveau des points de rejets « TAR Acrylates 1 », « TAR Acrylates 2 », « TAR ADAME », TAR SAP 1 », « TAR SAP2 », les effluents aqueux

- respectent les valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé ;
- sont prélevés et analysés selon les fréquences de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé. »

Article 7 :

Les dispositions de l'article 1.3.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.3.1.3 Atelier « Acide acrylique »

Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers « acide acrylique » d'août 2023 susvisée et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers « acide acrylique » d'août 2023 susvisée.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers susvisée.

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers « acide acrylique » avant le 30 août 2028 ».

Article 8 :

Les dispositions du chapitre 7.3 (version confidentielle) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : cf. version confidentielle.

Article 9 :

Les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées.

Article 10 :

Les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : cf. version confidentielle.

Article 11 :

Les dispositions de l'article 7.4.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées.

Article 12 :

Les dispositions de l'article 7.4.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :
« Article 7.4.3.2 Moyens d'alerte et de détection

Toutes dispositions sont prises pour qu'un début d'incendie ou qu'une émanation de gaz toxique soit détecté rapidement. A cet effet, des boutons « SOS » sont judicieusement répartis au sein des ateliers acide acrylique et des unités acrylate léger (U300) et acrylates lourds (U400/U800) et transmettent une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle.

Un réseau d'explosimètres est judicieusement placé au sein de l'atelier Acide Acrylique.

En cas de dépassement d'un pourcentage prédéfini de la limite inférieure d'explosivité (LIE) du gaz (propylène), ils entraînent le déclenchement d'une alarme en salle de contrôle.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.»

Article 13 :

Les dispositions de l'article 7.4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'atelier acide acrylique et les unités acrylate léger (U300) et acrylates lourds (U400/U800) sont ceinturés par un réseau incendie maillé et sectionnable. Des poteaux incendie normalisés sont judicieusement répartis à proximité des zones sensibles de telle sorte que l'on puisse accéder à tout endroit où peut survenir un sinistre. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont complétés par la présence :

- d'extincteurs de qualité adaptée aux risques ;
- de robinet d'incendie armé (RIA) ;
- de lances monitors ;

en nombre suffisant et judicieusement répartis. Les moyens d'intervention et d'extinction nécessaires aux installations sont définis conformément à la réglementation en vigueur et précisés dans le plan d'opération interne (POI).

L'atelier acide acrylique et les unités acrylate léger (U300) et acrylates lourds (U400/U800) sont dotés d'une réserve d'émulseur d'au moins 21 000 litres pour l'ensemble du secteur des Acrylates.

Des rideaux d'eau sont disposés dans l'atelier Acide Acrylique aux emplacements suivants :

- entre la cuvette des bacs intermédiaires et la ligne de distillation ;
- au niveau de la cuvette de rétention du stockage d'hydrate d'hydrazine (protection du bac sur 3 côtés de la rétention) ;
- entre le bac de reflux de la colonne C2203 (R2203) et le bac de reflux de la colonne C2204 (R2204) ;
- entre les stockeurs de solution stabilisante dans l'acide acrylique et la ligne de distillation ;
- entre les deux rangées de stockeurs de solution stabilisante dans l'acide acrylique ;

- au niveau des postes incendie situés à l'Ouest des unités acrylate léger (U300) et acrylate de butyle (U400).

Des rideaux d'eau sont disposés dans l'unité acrylate de butyle U400 aux emplacements suivants :

- à l'Ouest de l'unité acrylate de butyle U400
- sur les façades Nord et Est de la cuvette située au Sud-Ouest de l'unité ;
- au Nord de l'unité, entre les unités acrylate léger (U300) et acrylate de butyle (U400) ;
- sur la toiture de la zone de préparation des solutions de stabilisants abritant les bacs R466 et R467 (pulvérisation d'eau).

Ces rideaux d'eau sont actionnables depuis des locaux accessibles en cas d'incendie.

Les installations suivantes sont équipées de déversoirs de mousse alimentés par un réseau de tuyauteries fixes, capables d'un taux d'application de 7,5 L/m².min et actionnables depuis des locaux accessibles en cas d'incendie :

- atelier acide acrylique : la cuvette de rétention des bacs intermédiaires contenant de l'acide acrylique non brut (R2243, R2226, R2227), et de l'hydrate d'hydrazine (R2287) ;
- unité acrylate léger (U300) : la cuvette de rétention des bacs intermédiaires R300, R327A, R327B, R540, R340, R303, R306, R346, R345, R302, R325 et R549 ;
- unités acrylates lourds (U400/U800) : les cuvettes de rétention des bacs intermédiaires R427A, R427B, R827A, R827B, R440, R441, R841, R486, R487A, R487B, R403, R404, R406 ;
- le bassin d'orage R1156.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour qu'un éventuel incendie n'engendre pas d'effet domino sur les racks de tuyauteries (isolement des tuyauteries, arrêt des pompes, protection par des moyens mobiles ou fixes si nécessaire, ...). »

Article 14 :

Les dispositions de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié susvisé sont abrogées.

Article 15 :

Les dispositions de l'article 1.2.2.2 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par : cf. version confidentielle

Article 16 :

Les dispositions de l'article 7.2.IV de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-76 du 21 avril 2022 sont abrogées et remplacées par :

« **7.2.IV. - Atelier acide acrylique**

Deux oxydateurs catalytiques traitent les gaz issus :

- des colonnes de lavage de l'atelier acide acrylique ;
- de la ligne des événements (gaz résiduels) de l'atelier acide acrylique ;
- des colonnes de lavage de l'unité acrylate léger (U300) à l'exception de la colonne de lavage des événements du bac R549 ;
- des événements collectés de l'unité U800 – AE2H ;
- des événements collectés des bacs R4102, R4202 et R4070
- de la fosse déportée R4090.

Le combustible utilisé lors des démarrages est le méthane.

Les deux oxydateurs catalytiques sont exploités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté. »

Article 17 :

Les dispositions de l'article 11.2.IV de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-76 du 21 avril 2022 sont abrogées et remplacées par :

11.2.IV

La surveillance en permanence prévue au II du présent article peut être remplacée par le suivi en permanence d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est alors confirmée, selon la périodicité minimale définie ci-après, par une mesure des émissions des composés organiques volatils (COV).

1° La périodicité minimale de mesure des émissions de COVnm pour les émissaires de l'atelier SAP est trimestrielle.

2° La périodicité minimale de mesure des émissions de COVnm pour les émissaires des autres ateliers est semestrielle.

3° Les émissions de COVnm des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 de l'atelier acide acrylique font l'objet d'une mesure en continu. »

Article 18 :

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de L'hôpital et de Saint-Avold et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires des communes susvisées et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 19 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de L'hôpital et Saint-Avold sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Arkema France et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Richard Smith

Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

